

**Source : Observatoire en économie  
sociale et en développement régional**

**<http://www.uqo.ca/observer/>**

**CRÉATION DE RICHESSES EN CONTEXTE DE  
PRÉCARITÉ, NOUVEAUX QUESTIONNEMENTS  
ET PREMIER ÉTAT DES LIEUX DES  
INITIATIVES ÉCONOMIQUES POPULAIRES**

**Chantale Doucet sous la dir. d'Abdou S. Fall et de  
Louis Favreau**

**COMPTE RENDU DU SÉMINAIRE INTERNATIONAL**

**Chantale Doucet** est professionnelle de recherche à la CRDC et adjointe à la coordination du programme de recherche création de richesse en contexte de précarité (CRCP)

**A. Salam Fall** est sociologue à l'Institut fondamental d'Afrique Noire (IFAN) de l'Université Cheikh Anda Diop de Dakar et co-coordonnateur du programme CRCP

**Louis Favreau** est sociologue à la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) et co-coordonnateur du programme CRCP.

**Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)**

Série Comparaisons internationales N° 6

ISBN : 2-89251-188-7

**Université du Québec en Outaouais**  
Janvier 2004

## TABLE DES MATIÈRES

<b>TABLE DES MATIÈRES</b>	<b>2</b>
<b>NOTES D'INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>PRÉSENTATION SYNTHÈSE DU PROGRAMME</b>	<b>5</b>
<b>PRÉSENCES</b>	<b>8</b>
<b>MEMBRES INVITÉS</b>	<b>8</b>
<b>DOCUMENTS DISTRIBUÉS :</b>	<b>8</b>
<b>LES OBJETS DE LA RECHERCHE</b>	<b>9</b>
<b>LA MÉTHODOLOGIE</b>	<b>10</b>
<b>LES PISTES D'ANALYSE ET LES INDICATEURS DE RECHERCHE</b>	<b>12</b>
<b>FINANCEMENT, CALENDRIER ET ÉCHÉANCE</b>	<b>14</b>
<b>ÉTAT DES LIEUX DES INITIATIVES POPULAIRES DE CRÉATION DE RICHESSES EN AMÉRIQUE LATINE</b>	<b>16</b>
LE BRÉSIL PRÉSENTÉ PAR ROSINHA MACHADO CARRION	16
LE CHILI PRÉSENTÉ PAR PATRICK DONOVAN ET RAOUL GONZALEZ	17
LE PÉROU PRÉSENTÉ PAR PAUL MACQUET	18
<b>ÉTAT DES LIEUX DES INITIATIVES POPULAIRES DE CRÉATION DE RICHESSES EN AFRIQUE DE L'OUEST</b>	<b>19</b>
LE MALI PRÉSENTÉ PAR CHEIBANE COULIBALY	19
LE BURKINA FASO PRÉSENTÉ PAR JEAN-BAPTISTE ZETT	20
LE SÉNÉGAL PRÉSENTÉ PAR ABDOU SALAM FALL	21
<b>ÉTAT DES LIEUX DES INITIATIVES POPULAIRES DE CRÉATION DE RICHESSES AU NORD, PARTICULIÈREMENT DANS LEUR COOPÉRATION AVEC LES PAYS DU SUD.</b>	<b>22</b>
L'EXPÉRIENCE EUROPÉENNE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE NORD-SUD PRÉSENTÉ PAR PATRICK DEVELTERE	22
QUELQUES MOTS SUR LE CAS DE LA FRANCE PRÉSENTÉ PAR ODILE CASTEL	23
L'EXPÉRIENCE DU QUÉBEC PRÉSENTÉ PAR LOUIS FAVREAU ET GÉRALD LAROSE	23
EXEMPLE D'UNE MULTINATIONALE FRANÇAISE PAS COMME LES AUTRES PRÉSENTÉ PAR A. MOHAND	24
<b>LOCALISATION DES PAYS</b>	<b>29</b>
<b>QUELQUES STATISTIQUES</b>	<b>31</b>
<b>QUELQUES STATISTIQUES SUR LES TRAVAILLEURS DANS L'ÉCONOMIE INFORMELLE</b>	<b>31</b>
<b>QUELQUES RÉFÉRENCES</b>	<b>32</b>

## NOTES D'INTRODUCTION

Le programme “Création de richesse en contexte de précarité, une comparaison Nord-Sud et Sud-Sud” est né dans la mouvance de la Rencontre internationale de globalisation de la solidarité de Québec 2001 lorsque des chercheurs de différents pays du Nord et du Sud ont accepté de se former en réseau international et par équipes nationales sur la base d’un projet de recherche formulé par A.S. Fall et L. Favreau en 2002<sup>1</sup>. Il s’agit du Brésil, du Chili et du Pérou pour l’Amérique latine, du Burkina-Faso, du Mali et du Sénégal pour l’Afrique de l’Ouest, du Canada (Québec) et de l’Europe (Belgique, France et Suisse) pour les pays du Nord. Le réseau réunit une trentaine de chercheurs et une dizaine de doctorants. Il a à son actif, à l’échelle de son intervention internationale, la tenue d’une conférence internationale sur *Le Sud... et le Nord dans la mondialisation, quelles alternatives?* tenue au Québec en septembre 2003 (432 participants dont une quinzaine de conférenciers en provenance des pays où le réseau est organisé). C’est dans le cadre de cette dernière qu’il a tenu son premier séminaire international les 22 et 23 septembre et dont le présent cahier rend compte. Cette conférence et ce séminaire donnent présentement lieu à la production de trois ouvrages soit :

1) Favreau, L., G. Larose et A.S. Fall (2004), *Altermondialisation, économie sociale et coopération internationale : l’expérience québécoise*. Presses de l’Université du Québec, Sainte-Foy.

2) Fall, A.S., Favreau, L. et G. Larose (2004), *Le Sud et le Nord dans la mondialisation. Quelles alternatives?* Presses de l’Université du Québec, Sainte-Foy. (hypothèse d’une co-édition avec Karthala).

3) Fall, A.S., Favreau, L. , et G. Larose (2004), *l’Afrique qui se refait : initiatives économiques populaires, développement et démocratie*. CRDC, UQO, Gatineau

Avec la tenue de cette première rencontre du réseau de recherche CRCP, plusieurs ont pu noter certaines avancées : l’objet de la recherche s’est davantage précisé; les manières de travailler ensemble se sont développées; des discussions sur les enjeux et les défis ont été amorcées et les principales pistes de travail sont déjà sur la table pour initier ou continuer le travail des études de cas que nous avons décidé collectivement d’entreprendre. Bref, nous avons commencé à nous donner une **culture commune**. Le compte rendu qui suit, structuré pour faciliter les repères, en fait état. Dans un premier temps, nous avons regroupé les principales discussions autour de

---

<sup>1</sup> Projet paru sous forme de cahier de la CRDC (UQO) en 2002 et sous forme d’un article de la revue *Économie et Solidarités* en 2003 (vol.34, numéro 1, p.168 à 178).

quatre thèmes soit: les **objets de la recherche, la méthodologie, les pistes d'analyse et les indicateurs de recherche**<sup>2</sup> et enfin, le financement, le calendrier et les échéances. Dans un deuxième temps, nous avons résumé **l'état des lieux des différentes initiatives populaires** présentées lors du séminaire sur la base d'un schéma directeur commun qu'on retrouvera en annexe. Mais d'abord, nous vous présentons un bref résumé du programme de recherche Création de richesses en contexte de précarité, comparaisons Nord-Sud et Sud-Sud (CRCP).

---

<sup>2</sup> Les leçons que nous tirons notamment des programmes internationaux de recherche (UNESCO, STEP au BIT et réseau PÉKÉA) sont intégrés dans les différentes parties.

**SOMMAIRE DU PROGRAMME**  
**CRÉATION DE RICHESSES EN CONTEXTE DE PRÉCARITÉ : UNE COMPARAISON**  
**SUD-SUD (AFRIQUE ET AMÉRIQUE LATINE) ET NORD-SUD (CANADA, AFRIQUE**  
**ET AMÉRIQUE LATINE)**

**Résumé du programme**

Ce programme de recherche porte sur les pratiques de création de richesses par l'économie populaire, sociale et solidaire en contexte de précarité et sur les gouvernances locales, c'est-à-dire sur les différentes formes de collaborations entre associations, ONGD, gouvernements locaux et PME/PMI que ce type de développement induit. Le tout est inscrit dans un cadre comparatif Sud/Sud (Afrique/Amérique latine) et Nord/Sud (Canada et Europe/Afrique et Amérique latine).

L'érosion des compromis sociaux et des types dominants de régulation économique et sociale qui ont constitué la base des modèles de développement de l'après-guerre tant au Sud qu'au Nord constituent le cœur de la crise actuelle. C'est dans cette mouvance générale que les mouvements sociaux ont commencé à occuper et à créer **un espace d'innovation et de transformation sociale au cœur de la crise**. La création de richesses par l'économie populaire, sociale et solidaire devient ainsi de plus en plus importante dans ce nouveau paysage économique et social mondial. Ces nouvelles initiatives sont susceptibles d'ouvrir de nouvelles voies au développement et à la démocratisation du développement.

L'objectif, sur trois ans (2003-2005) vise à faire l'examen critique d'une centaine d'expériences de production de richesses par cette forme d'économie dans une dizaine de pays d'Afrique (Burkina-Faso, Mali et Sénégal), d'Amérique latine (Argentine, Chili et Pérou), d'Europe (Belgique, France, Suisse) d'Amérique du Nord (Québec, Canada) dans une perspective comparative Nord-Sud et Sud-Sud. L'orientation de la recherche est essentiellement qualitative et repose sur la combinaison d'études monographiques, d'observations directes, d'entretiens avec des entrepreneurs et d'études des accords intervenant entre partenaires. **Une centaine d'expériences** sont présentement à l'étude. La période couverte est la décennie 1990 jusqu'à aujourd'hui.

**Les hypothèses**

Les mouvements sociaux ont commencé (recommencé) à occuper et à créer **un espace d'innovation et de transformation sociale au cœur de la crise**. Ce qui nous amène à formuler dans le cadre de cette hypothèse générale les trois propositions suivantes:

1. La création de richesses par l'économie populaire, sociale et solidaire devient de plus en plus importante dans le nouveau paysage économique et social mondial. Une partie de la montée d'une société civile à l'échelle mondiale se caractérise par une résistance à la mondialisation néolibérale. Mais une partie de cette société civile, moins visible, a aussi émergé. Elle est faite de créateurs de richesse inscrits dans l'économie populaire, lesquels sont devenus de nouveaux acteurs collectifs de développement.
2. Cette production de richesses s'inscrit dans le "local" qui est un nouveau "local". Il ne s'agit ni d'un développement local par en haut (issu de l'aide internationale), ni d'un développement par en bas de type alternatif. Il est plus partenarial, car il met à contribution des acteurs multiples répondant à des logiques d'actions diverses. Cette création de richesses par l'économie populaire obéit surtout à une logique mixte

plutôt qu'à une logique strictement économique. L'économique est enchâssé dans le social.

3. Ce nouveau "local" et cette économie populaire, sociale et solidaire sont susceptibles d'ouvrir de nouvelles voies à la lutte contre la pauvreté et, plus largement, au développement et à sa démocratisation. Les bâtisseurs de cette économie populaire sont surtout des acteurs qui adhèrent aux idéaux et valeurs de groupe (réussite économique et sociale collective).

### **Équipe de direction du programme**

Abdou Salam Fall, Institut d'Afrique noire, Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal) et Louis Favreau, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais (Canada). Des équipes ont été constituées dans chacune des régions concernées sous la coordination d'Abdou Salam Fall (Sénégal) pour l'Afrique de l'Ouest avec la collaboration de Cheibane Coulibaly pour le Mali et de Jean-Baptiste Zett pour le Burkina Faso, de Patrick Develtere et d'Odile Castel pour l'Europe, de Louis Favreau et Gérald Larose pour l'équipe québécoise/canadienne, de Rosinha Machado Carrion (Brésil), Patrick Donovan et Raoul Gonzalez (Chili), Paul Macquet et Humberto Ortiz (Pérou) pour l'Amérique latine.

**La méthodologie est la suivante :** l'orientation de la recherche est essentiellement qualitative et repose sur la combinaison: 1) d'études monographiques; 2) d'observations directes; 3) d'entretiens avec des dirigeants; 4) d'études des accords intervenus entre les différentes composantes engagées dans ce type d'initiatives. Une dizaine (10) expériences par pays sont étudiées au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal; en Amérique latine, c'est au Brésil, au Chili et au Pérou et dans les pays du Nord au Canada (Québec) et en Europe (Belgique, France et Suisse). Période étudiée: 1990-2005.

### **Contribution à l'avancement des connaissances et à la résolution de problèmes**

Il nous apparaît important de mener ce programme dans une perspective comparative internationale Sud/Sud et Nord/Sud avec un cadre d'analyse lié aux nouvelles avenues de sortie de crise que l'économie populaire, sociale et solidaire est en voie d'offrir dans l'espace public national de plusieurs pays et au plan international. L'originalité de ce projet tient: 1) à l'approfondissement d'une des nouvelles directions de recherche à privilégier en développement soit celle des **organisations économiques populaires** et du développement local (Arocena, 1999); 2) à l'examen du **repositionnement des États** en matière de développement et de gouvernance (Stocker, 1998) ; 3) à l'introduction d'un **questionnement sur le potentiel** de cette économie, notamment dans des contextes de précarité (Develtere, 1998).

L'analyse centrée sur le processus de création de richesses permettra de tirer certains enseignements. Dans le contexte d'une trop grande prégnance du poids de politiques publiques centralisatrices, cette économie populaire et sociale a été étouffée. Dans les processus de résistance à ces assauts, les classes populaires et intermédiaires se sont inscrites dans des logiques d'innovation pour créer des richesses. Au cas échéant, certains ont développé des stratégies de maintenance et de durabilité de l'activité pourvoyeuse de richesse. Ces tendances conduisent à explorer ces innovations, leur durabilité ainsi que leur portée. En effet, les modes de création de richesses ont été jusqu'ici analysés en terme de logique institutionnelle. Il s'agit pour nous de sortir d'une logique dont la porte d'entrée est "la pauvreté" pour en arriver à identifier les formes de construction d'"alternatives" développées par les acteurs eux-mêmes.

## **Le programme de diffusion des résultats est le suivant.**

**Au sein de la communauté des chercheurs:** 1) réalisation d'un colloque international de chercheurs et de dirigeants associatifs et institutionnels engagés dans ces dynamiques; 2) articles dans des revues internationales d'économie, de sociologie et de travail social spécialisées dans le champ de l'économie sociale; 3) contributions à des ouvrages collectifs; 4) participation à des colloques internationaux tels ceux de l'ASLF, de l'APAD, du CIRIEC international...

**Au sein d'organisations et de réseaux internationaux d'économie sociale et solidaire.** L'Alliance pour un monde plurielle et solidaire (pôle de la socio-économie); le réseau d'économie solidaire des forums sociaux mondiaux; les réseaux du triangle Lima/Québec/Dakar qui a donné naissance au Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS) dans le prolongement des décisions prises lors de la Conférence internationale de Québec en 2001 (37 pays, 400 délégués) dont celle d'une troisième rencontre internationale à Dakar en 2005 (Favreau, Lachapelle et Larose, 2003).

### **Résultats attendus**

#### *En matière de recherche*

- Identifier et analyser les secteurs populaires novateurs émergents.
- Fournir une meilleure compréhension sur la capacité de reproduction des expériences de création de richesses.
- Identifier les conditions de réussite et de compétitivité de ces expériences issus de communautés locales
- Identifier les canaux de passage et de construction d'une innovation durable dans un contexte de pauvreté.
- Fournir une meilleure compréhension des stratégies durables de sortie de précarité socio-économique.

#### **En matière de formation d'étudiants des pays concernés**

- Permettre la formation de nouveaux chercheurs par le biais d'échange d'étudiants et de parrainage de thèse de doctorat/Ph D.
- Publier ouvrages, thèses de doctorat et mémoires.

#### **En matière de diffusion auprès de partenaires sociaux**

- Faire circuler nos résultats de recherche dans des organisations et des réseaux internationaux d'économie sociale et solidaire.



## PRÉSENCES AU SÉMINAIRE

### Membres

- Côté, Gérard (CECI/Québec-Afrique)
- Coulibaly, Cheibane (Mali)
- Demoustier, Danièle (France)
- Develtere, Patrick (Belgique)
- Donovan, Patrick (Chili)
- Doucet, Chantale (Québec)
- Fall, Abdou Salam (Sénégal)
- Favreau, Louis (Québec)
- Fréchette, Lucie (Québec)
- Gonzalez, Raül (Chili)
- Guèye, Ousmane (Sénégal)
- Larose, Gérald (Québec)
- Machado Carrion, Rosinha (Brésil)
- Maquet-Makédonski, Paul (Pérou)
- Ndiaye, Sambou (Sénégal)
- Sanogo, Youssef (Mali)
- Soumahoro, Mustapha (Côte d'Ivoire)
- Zett, Jean Baptiste (Burkina Faso)

### Invités

- Amoumou, Mohand (France)
- Barbier, Alphonse (Mali)
- Barot, Élisabeth (UNESCO)
- Castel, Odile (France)
- Diagne, Bougouma (Sénégal)
- Diarra, Adama (Mali)
- Garabaghi, Ninou (Programme interdisciplinaire Éthique de l'économie de l'UNESCO)
- Mawuko, Modzi Komi (Togo)
- Sall, Dame (Sénégal)
- Tall Thiam, Coumba (Sénégal)
- Villarreal, Nedda Angulo (Pérou) en l'absence de Humberto Ortiz

## DOCUMENTS DISTRIBUÉS :

- Lettre de bienvenue
- Programme du séminaire
- Première esquisse du schéma directeur pour la préparation des contributions
- Site Intranet

Cahiers de la CRDC :

Équipe du Brésil, du Chili et du Pérou (2003). *Amérique Latine : état des lieux (Brésil, Chili et Pérou)*. Cahier Hors Série. Document interne dans le cadre du projet de Création de Richesses en Contexte de Précarité, 75 pages.

Favreau, Louis (2003). *Économie sociale et développement local au Québec (1990-2000) : innovation et institutionnalisation des initiatives locales de création de richesses*. CRDC, Série Comparaisons internationales Nord-Sud et Sud-Sud, no.1, 53 pages.

Castel, Odile (2003). *La dynamique institutionnelle de l'économie populaire solidaire dans les pays du Sud*, CRDC, Série Comparaisons internationales Nord-Sud et Sud-Sud, no.4, 21 pages.

Fall, A.S. et Sy. O.S. (2003). *Les économies domestiques Ouest-Africaines dans un contexte de mondialisation*, CRDC, Série Comparaisons internationales Nord-Sud et Sud-Sud, 28 pages.

Article : OYEN, Else. *La recherche transnationale et inter-nationale en sciences sociales*. Revue Panorama.

## LES OBJETS DE LA RECHERCHE

Produire un savoir nouveau tout en contribuant à une certaine utilité sociale : voilà deux grands objectifs de recherche, étroitement liés, qui ont été soulevés à plusieurs reprises lors des discussions.

### 1. Production d'un savoir nouveau

- Un premier savoir qui répond à la question suivante : est-il possible de créer de la richesse dans un contexte de précarité?
- Identifier les conditions dans lesquelles se déploient ses initiatives de richesses. Comment ces initiatives passent-elles à des stratégies plus soutenues de création de richesses?
- Comprendre de façon comparative à l'échelle internationale et dans une perspective Nord-Sud et Sud-Sud la diversité des situations qui existent et qui nous réimposent la lecture que l'on fait de notre propre réalité.
- Dégager les potentiels et les pistes d'avenir de ces initiatives.

Par exemple, en Afrique, il y a une forte tradition de solidarité et donc une richesse extraordinaire sur ce plan. Pourtant, les grandes institutions comme l'État s'insèrent dans une logique de domestication de la population. Dans ce contexte, quels sont les potentiels pour l'éclosion de l'économie sociale et solidaire?

- Accumulation de connaissances.

### 2. Contribution à une certaine utilité sociale:

- Aider à la pratique, à la reconnaissance et à la consolidation de cette nouvelle économie.
- Comment mettre en place les conditions nécessaires à l'émergence de la création de richesses en contexte de précarité. Comment restructurer l'espace socio-économique, recréer la solidarité, inventer des nouveaux modes d'investissement et mettre en évidence des modes de production peu connus?

Actuellement, à l'échelle mondiale, il y a un affaiblissement des États et des pouvoirs publics. Aujourd'hui, il y a de moins en moins de pays, et ce même au Nord, qui peuvent garantir la protection sociale et une redistribution des richesses équitables pour l'ensemble de la population. Dans ce cadre, l'économie sociale vient en aide aux populations. La grande question est comment peut-on construire un système qui ne se limite pas aux groupes qui se sont impliqués dans les initiatives d'économie sociale et solidaire mais qui rejoignent l'ensemble de la population? Comment instaurer un système national pilote?

Quelles sont les possibilités pour que les initiatives économiques populaires puissent acquérir la capacité de participer à la construction de nouvelles politiques publiques,

de définir les coûts et les orientations des ressources destinées à la promotion économique, et d'exiger une régulation du marché permettant plus d'équité sociale ?

## LA MÉTHODOLOGIE

### *Le savoir déjà produit*

Pour chacun des pays, miser sur le savoir déjà produit. Nous avons également déjà des acquis de production scientifiques : Actes de la conférence internationale de septembre 2003 (en chantier); Actes de la rencontre internationale de 1997 à Lima; Synthèse de Québec en 2001 et Actes de la rencontre internationale de Québec parus en numéro hors série de la revue *Économie et Solidarités*).

### *Choix des études de cas*

Quel type d'expériences d'économie populaire choisir? D'abord, il faut étudier des expériences concrètes. Se concentrer davantage sur des expériences innovantes, un peu plus avancées dans le processus de création de richesses (expériences individuelles et expériences collectives), qui ont donc dépassé le stade de la survie et qui sont dans un processus d'institutionnalisation (davantage structurées). Également, prendre les cas représentatifs d'une tendance forte est l'un des critères de sélection (investir le créneau le plus important).

### *Étude de cas en profondeur*

Études de cas dans une démarche en profondeur qui étudiera à fond les initiatives. Se situer dans une recherche de longue durée (4 à 5 ans) qui aura des résultats consistants avec déjà des résultats aujourd'hui (ex. : conférence internationale).

### *Les notions et les concepts*

Les avis sont partagés sur cette question. D'une part, on mentionne qu'il est extrêmement important de faire un débat de conceptualisation, ce qui évite un grand nombre de problèmes. D'autre part, certains mentionnent qu'il ne faut pas être trop normatif car il y a le danger qu'on s'enferme dans des cadres trop rigides. Chaque équipe pourra reconceptualiser et préciser ses objectifs à l'intérieur du cadre défini jusqu'à maintenant. On mentionne également de ne pas vouloir étouffer le réel avec les concepts et les outils. Toutefois, au cours du séminaire, plusieurs concepts ont demandé à être précisés. Les voici :

- Définir les termes : **économie sociale, économie sociale et solidaire, économie populaire**. Voir à cet effet la bibliographie à la fin.
- Définir ce qu'on entend par **société civile**.
- Que met-on derrière la notion de **pauvreté** car la signification va plus loin que la définition donnée par les institutions internationales. D'ailleurs, au cours des dernières années, l'objectif mis au premier plan est toujours de diminuer la pauvreté (par exemple dans l'Accord de Bretton Wood). On ne parle jamais de l'enrayer...

Quelques constats ont été faits au niveau international. On peut conclure à l'échec au plan structurel de la lutte contre la pauvreté. Il y a tout de même des innovations : on

écoute davantage les pauvres et leurs perceptions; il y a davantage d'expertise nationale (penser l'économie de leur pays).

- La notion de **développement** qu'il est impératif de renouveler dans un contexte où elle est fortement remise en question.
- Approfondir la signification du terme **Création de richesses en contexte de précarité**.
- On s'est également questionné sur le rapport entre l'économie sociale et le **marché**. Est-ce que l'économie sociale et solidaire a une régulation de l'économie différente de l'économie de marché ou est-ce une hybridation des deux? Quelques réponses ont été suggérées : Le marché est une institution construite avec des rapports de forces. L'ESS ne peut pas nier le mécanisme du marché (ex : taux d'intérêt) mais l'économie sociale peut faire une pression sur les opérateurs privés. On mentionne également que l'économie sociale tout comme l'État et le privé fait partie du marché. Il n'y a pas qu'une seule façon d'entreprendre sauf que l'État et le privé nous ont amené à des catastrophes. Oui aux initiatives d'État et du privé mais aussi aux **entreprises collectives** (s'associer pour entreprendre autrement). Le marché c'est tout ça.
- La dimension **jeune et éducation** est à intégrer dans le développement local et dans la recherche.

#### *Recherche empirique et conceptuelle rigoureuse*

La méthodologie préconisée doit combiner à la fois la recherche fondamentale et la recherche appliquée. Il faut tenir en compte la pratique des acteurs et réaliser une recherche dans laquelle ils peuvent s'identifier (recherche à la base).

#### *Interaction avec des partenaires sociaux*

Le groupe de recherche devrait être branché sur des réseaux internationaux d'ESS (ex. RIPESS, GRESP, GESQ) et développer des relations avec des partenaires sociaux et les ONG de développement. Ne pas faire nos recherches sur une base nationale isolée, mais favoriser les échanges. La société civile a également un rôle dans le réseau de chercheurs car cette recherche ne peut pas avoir un succès réel si elle n'incorpore pas les acteurs terrain (partenaires sociaux).

#### *Grille d'enquête*

Pour les études de cas, utiliser une grille d'enquête. Nous avons déjà la grille de Comeau (traduite en espagnole et en portugais) qui est très précise pour l'étude de processus fortement institutionnalisés mais qui comporte des faiblesses pour les pays du Sud. Il faudra probablement développer une méthodologie plus complexe qui tiendra davantage compte des réalités plurielles mais la grille Comeau demeure toutefois un bon levier pour tous.

#### *Accessibilité aux résultats*

Les résultats de recherche sont intéressants pour les milieux. L'accès aux résultats devrait donc être une priorité et pourrait prendre diverses formes : communications, recueils, publication d'études de cas, conférences internationales, site Internet, etc. Faire des échanges pour connaître les expériences d'autres pays.

#### *Importance des réunions*

L'une des principales difficultés du programme de recherche est son envergure internationale (financement coûteux, malentendus culturels possibles...) car même dans ce cadre, le ralliement est important pour **se donner une culture commune**. Les réunions permettent de créer un espace de dialogue interculturel favorable.

#### *Hypothèses*

Dans les études nationales déterminer un nombre limité d'hypothèses (il n'est pas possible de tout traiter).

#### *L'objet*

Se mettre d'accord sur l'objet de la recherche : l'itinéraire, le type d'entreprises populaire et/ou d'économie sociale. Se limiter dans les expériences : une centaine en tout –à raisons d'une dizaine par pays- pour tous les pays engagés dans la dite recherche.

#### *Recherche critique*

Faire une analyse. Jeter les bases des tendances en matière d'économie sociale (à partir des études de cas).

Partout, il y a des éléments fondamentaux et des choix de société qui n'ont jamais été discutés et questionnés : la valeur de la protection sociale par exemple ou la modernité (ex. : en agriculture).

#### *Comparaison des études de cas entre les différents pays dans l'objectif de généraliser*

Peut-on faire de la recherche transnationale et internationale en science sociale? Voilà l'une des préoccupations débattues lors du premier séminaire et qui amène une problématique de crédibilité et de légitimité. D'un pays à l'autre, les notions, la culture scientifique, le profil sociopolitique, le rôle des États, etc... diffèrent. Les pays sont à différents stades de développement. Il va sans dire que comparer le Canada (3<sup>e</sup> rang au niveau de l'IDH) et le Mali (164<sup>e</sup> rang) est difficile. Mais lorsqu'on s'inscrit dans la mondialisation actuelle, il est possible de mettre en évidence des problèmes similaires (revitalisation des quartiers en difficulté, emploi, services sociaux, transport collectif). Par exemple, dans les pays du Sud (contexte de grande pauvreté) et dans les pays du Nord (crise du salariat), il y a un pont de comparaison entre les dysfonctionnements (précarité = instabilité, fragilité, vulnérabilité) dans des contextes localisés ou globalisés. De plus, l'histoire se répète parfois dans certains pays mais pas de la même façon (ex. : l'histoire du mouvement coopératif au Québec ressemble à ce qui se passe ailleurs). D'ailleurs lors des discussions, de nombreuses pistes d'analyse ont été amenés qui peuvent être facilement comparées (voir les différents indicateurs qui suivent).

## **LES PISTES D'ANALYSE ET LES INDICATEURS DE RECHERCHE**

#### *Profondeur historique et contexte*

Dans quel cadre s'insère la création de richesses : historique, démocratie (vieille ou jeune), faits sociaux et économiques, rôle du régime en place, encadrement politico-juridique?

À cet effet, le contexte décisionnel peut même dépasser le cadre national car il y a de très fortes contraintes au niveau international. Dans plusieurs pays, un grand pourcentage du budget va pour la dette extérieure et les décisions importantes ne se prennent plus à

l'intérieur du pays. Par exemple, le premier poste de dépense des États du Sud concerne la dette (plus du tiers du budget national).

Autre questionnement : Est-ce que l'affaiblissement d'un État correspond à un mouvement fort de l'économie sociale et solidaire?

#### *Les points positifs et négatifs*

Dégager de ces initiatives les points positifs mais également les points négatifs. Certains problèmes rencontrés peuvent être communs : commercialisation des produits, mode de gestion, capitalisation (financement).

Exemple de points positifs pour le mouvement Desjardins (Québec): organisation territorialisée et patrimoine collectif (ne peut être privatisé). Spécialisé dans le financement de projets de l'économie sociale. Démocratie dirigeants/employés. Ristourne sur les profits aux membres.

#### *Le degré de solidarité*

Quelles sont les conditions de solidarité dans le contexte de précarité? Inversement, les initiatives peuvent également être dans un contexte d'adversité prononcée. Les degrés de solidarité varient entre la coopération et la compétition.

#### *Inscription dans des réseaux*

Les initiatives s'inscrivent-elles dans des réseaux qui débordent le territoire d'origine ? Dans ces réseaux, la culture influence beaucoup : lieu d'origine/d'arrivée; différents types de socialisation selon le type de population. Les réseaux peuvent déborder dans des flux internationaux (rôle des diasporas par exemple).

#### *Rôles et appuis des autres acteurs*

Quel est le rôle des universités dans la logique des transformations sociales du pays et dans la consolidation des initiatives économiques populaires? Quels sont le rôle et l'appui des ONG, le rôle des pouvoirs publics et l'interférence avec les secteurs privés? Quelle est l'importance des interfaces publiques/privées/sociales? La cohabitation active entre ses trois pôles de développement économique se fait-elle sous forme de concurrence sur le marché ou de coopération?

La cohabitation entre l'État (pouvoirs publics) et les initiatives économiques populaires peuvent prendre trois formes (interfaces) :

1. Instrumentalisation de l'État d'un certain nombre d'initiatives. Une cohabitation instrumentalisée. Aussi, les initiatives d'économie sociale font souvent tache d'huile et le gouvernement n'a eu d'autres choix que de les soutenir, puis de tenter de les instrumentaliser.
2. L'État et les initiatives économiques populaires évoluent parallèlement (décalage, disjonction). Certaines initiatives ont contourné l'État.
3. Une nouvelle forme de gouvernement où le processus de développement local est en partenariat. Des formes de gouvernance démocratique apparaissent et regroupent plusieurs acteurs dont les initiatives économiques populaires.

Note : Ne pas voir l'État de façon monolithique mais inscrit dans plusieurs logiques institutionnelles (centralisation/décentralisation; cohabitation active ou confrontation société civile/pouvoirs publics...)

*Le passage de la survie à la création de richesses*

Comment les initiatives économiques populaires changent-elles de registre pour devenir de véritables entreprises? Quel est le processus? À quelles conditions? Analyser l'itinéraire et comment elles ont réussi à faire émerger des richesses.

*Les secteurs occupés par les initiatives*

Dans quels secteurs se sont développées les initiatives économiques populaires? Dans des espaces délaissés par l'économie de marché et l'économie publique (interstices) et/ou au contraire là où le secteur privé est aussi présent?

*Les motivations créatrices de richesses*

Quelles sont les motivations à l'origine de la création des initiatives économiques populaires?

*Les effets d'entraînement*

Quels sont les effets d'entraînement et de diffusion des initiatives? Il faut réfléchir en termes de dynamique. Ces innovations peuvent-elles être reprises ailleurs?

*Les contributions de ces initiatives sur le territoire (impacts sur le développement local)*

Quels sont les impacts et les effets structurants des initiatives sur le territoire (développement local)?

## **FINANCEMENT, CALENDRIER ET ÉCHÉANCE**

*Financement*

- Chaque pays doit trouver son financement. Le Brésil a déjà obtenu le financement et le Pérou a commencé des démarches.
- Un fonds de la CRDC est disponible pour la coordination. Une coordination qui est réalisée par Abdou Salam Fall et Louis Favreau en collaboration avec Gérald Larose.
- Il faut entrouvrir les portes de certaines organisations pour le financement (ex. : CRDI, Agence universitaire de la francophonie, Association des universités et des collèges canadiens (AUCC/ACDI)) et identifier différentes filières qui pourraient bénéficier à certaines équipes.
- Même si le financement provenant d'organisations internationales est improbable, certains interfaces institutionnels aux plans national et international ont été entrouverts (ex. : STEP, Programme économie et éthique de l'UNESCO), ce qui augmente la crédibilité pour le financement.
- Il faut encourager les protocoles d'entente entre les universités participantes (un croisement d'universités et de pays).

### *Fonctionnement et échéance*

- Langue commune pour le réseau CRCP: le français
- Chacune des équipes doit fournir des informations régulières sur l'avancement des travaux pour le site Intranet (<http://www.uqo.ca/crdc-geris/richesses>). Placer les productions intellectuelles en lien avec la recherche également sur le site.
- Il est important de diffuser nos travaux : articles dans des revues académiques (ex. : Revue Économie et Solidarités du CIRIEC Canada), publications de cahiers, diffusion sur des sites Internet, etc.

### *Échéances : pour début 2004*

- Faire un état des lieux qui servira de pont entre les différents pays (diffusion sur le site intranet et par des ouvrages) et pour la sélection des études de cas.
- Discuter de la grille de Comeau. Versatilité pour les cas.
- Amorcer une discussion sur la méthodologie.
- Qu'est-ce que les gens du Sud attendent aussi du Nord.

Ce processus permettra de construire une culture commune :

- Identifications des contextes.
- Identification de transversales.
- Identification de nouveaux indicateurs de richesse.

### *Calendrier des rencontres*

Une rencontre aura lieu annuellement (alternance Nord-Sud).

2004 : La prochaine rencontre aura lieu dans un an (septembre-octobre) à Lima (Pérou) sur l'invitation de Paul Maquet-Makédonski et Humberto Ortiz. Converge avec le projet d'une rencontre latino-américaine du RIPESS. La suivante aura lieu à Bamako en février 2005 dans la même semaine que la rencontre continentale africaine du RIPESS.

2005 : La suivante aura lieu à Dakar (Sénégal) en 2005. Converge avec la tenue de la 3<sup>e</sup> rencontre internationale organisée par le RIPESS. L'équipe contribuera à cet événement en partageant le savoir nouveau tiré des études de cas probablement sous la forme d'un colloque à l'Université cheikh Anta Diop s'adressant à l'ensemble des chercheurs intéressés par la thématique de notre réseau de recherche

- Pour l'équipe européenne, une rencontre aura lieu en 2004 (mars-avril) en Europe avec les coordonnateurs du réseau (Fall/Favreau).
- Des membres du réseau CRCP auront également l'occasion de se rencontrer lors du Forum social mondial en Inde (2004).
- Les rencontres annuelles seront systématisées (compte rendu)



## ÉTAT DES LIEUX DES INITIATIVES POPULAIRES DE CRÉATION DE RICHESSES EN AMÉRIQUE LATINE

### *Le Brésil<sup>3</sup> présenté par Rosinha Machado Carrion*

#### *Objectifs de la recherche présentée*

Tracer quelques contours de la dynamique de l'économie populaire au Brésil (Région Métropolitaine de Curitiba, Région Métropolitaine de Belo Horizonte et la Région Métropolitaine de Porto Alegre).

#### *Équipe*

Six professeurs chercheurs et plusieurs étudiants du 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycle en provenance des 3 régions métropolitaines (sud, sud-est et centre).

#### *Cadre d'opération et avancement de la recherche*

Financement obtenu, formalisation, formule d'appui des ONG en place. Traduction de la grille de Comeau en portugais. Les études de cas sont sélectionnées en économie sociale et en économie populaire.

#### *Concept et Définition*

Par économie populaire et solidaire, on entend la pluralité des types d'entreprises économiques, résultat de l'association volontaire de personnes. Ces engagements qui prennent des formes variées d'organisation (coopératives, associations, groupes) s'orientent par la gestion collective, la propriété commune des moyens de production et des relations de travail standardisées par les principes d'autogestion, de participation, de coopération, de développement humain et d'égalité.

#### *Synthèse historique*

En 1990, le Brésil est en crise (absence de dynamique économique, plusieurs entreprises font faillite, précarité, marche arrière du marché du travail, etc.). Les nouveaux mouvements sociaux se mobilisent et se consolident pour lutter contre la crise. Sensibilisation du gouvernement et avancement des politiques publiques.

#### *Principaux constats*

- Problèmes de gestion, de commercialisation, de logistique, de réseau et de solidarité.
- L'adoption de la forme juridique de coopérative ne fut pas suffisante pour assurer la construction d'une culture coopérative et ce même si les conditions individuelles de vie se sont améliorées pour les travailleurs.

---

<sup>3</sup> D'après la présentation lors du séminaire et du texte de l'équipe du Brésil: *économie populaire et solidaire et lutte contre l'exclusion au Brésil: politiques publiques et expériences pratiques.*

- L'investissement public, sans qu'il soit accompagné de développement du capital social, même s'il peut améliorer les conditions objectives de vie du travailleur, n'est pas une condition suffisante pour humaniser les relations sociales de production.

### *Le Chili<sup>4</sup> présenté par Patrick Donovan et Raoul González*

#### *Objectifs de la recherche présentée*

Analyser l'économie sociale et solidaire au Chili (coopérative + économie populaire solidaire). Comparer l'évolution des initiatives économiques populaires au sein des divers contextes économiques et politiques.

#### *Équipes*

Deux équipes au Chili dont l'une est à Temuco et l'autre à Santiago. La première est formée de 8 professeurs plus des étudiants (3 au 3<sup>e</sup> cycle et 10 à 15 en 2<sup>e</sup> cycle). Pour ne pas retarder les étudiants dans leur processus, il faut mettre en place les bases de la recherche rapidement. L'autre équipe est en constitution.

#### *Cadre d'opération et avancement de la recherche*

Pour la première équipe : lectures pour définir l'économie sociale. Choix d'études de cas parmi les coopératives et les micro entreprises dans le secteur des services et dans les services aux personnes. Certains cas sont dans un processus solidaire et d'autres non. Réalisation des entrevues avec des informateurs.

Pour la deuxième équipe : Inscrire la question de l'économie populaire dans les priorités du programme à l'Université d'une manière stratégique. Organisation de thèses sur l'économie populaire. Réalisation d'une synthèse sur ce qui a été produit sur l'économie solidaire dans le pays (15 à 20 ans).

#### *Concept et Définition*

Au Chili, quatre concepts ont été approfondis selon les périodes :

1950-1960 : marginale  
 1960 à 1980 : informelle  
 1980-1990 : populaire et solidaire  
 1990-aujourd'hui : micro entreprises

L'économie sociale au Chili se définit comme étant une somme d'entreprises et d'organismes qui se distinguent d'abord par le statut juridique (coopératives, mutuelles et compagnies sans but lucratif) qui sont gérés par la règle " une personne, un vote " et par leur caractère inaliénable.

#### *Historique synthèse*

Il y a deux périodes marquées au Chili :

---

<sup>4</sup>D'après la présentation lors du séminaire et du texte de l'équipe du Chili: *Économie sociale, populaire et solidaire au Chili (1980-2003)*.

1980 à 1990 : Réalité économique populaire davantage dans un contexte de résistance au gouvernement. Consolider un espace économique mais qui a toutes sortes de connotations différentes.

Dans la décennie 1990, l'appui à l'économie populaire est fondé sur 7 objectifs où s'additionnent les tensions.

- dépassement de la pauvreté (nouveaux types de politique sociale)
- l'augmentation de l'emploi
- Capacité productive directe de l'économie populaire
- politique d'égalité (équité)
- Économie alternative
- Idée de démocratisation du marché
- L'appui à l'économie populaire dans le développement local et le développement territorial.

### *Constats*

Les coopératives ont perdu de l'espace. Elles n'ont pas été encouragées. Quant au secteur de l'épargne et du crédit, il a connu une consolidation. Une nouvelle loi a été créée pour dynamiser le secteur coopératif.

Problèmes de ces entreprises

- Manque de crédit
- Faible capacité de gestion des entrepreneurs (développement des unités productives)
- Création de marché (ouverture)
- Lacune technologique pour que l'économie populaire puisse entrer dans le développement.
- Vision collective de société

### ***Le Pérou<sup>5</sup> présenté par Paul Maquet-Makédonski***

#### *Objectifs de la recherche présentée*

En même temps que réfléchir autour de la relation entre création de richesses et précarité, il est pertinent de le faire autour de la relation entre précarité et solidarité dans le cas concret du Pérou, tenant compte des caractéristiques socioculturelles des entrepreneurs populaires. Pour cette démarche il semble utile de commencer à examiner des liens quotidiens entre les entrepreneurs populaires, en tant que "voisins", et la localité à laquelle ils appartiennent.

#### *Équipe*

Un professeur (sociologue) à l'Université de Lima et deux membres d'ONG dont un économiste responsable de recherche dans son organisation.

---

<sup>5</sup> D'après la présentation lors du séminaire et du texte de l'équipe du Pérou: *Notes relatives au profil social des entrepreneurs populaires en milieu urbain.*

### *Cadre opératoire et avancement de la recherche*

Atelier de discussion : discussion des hypothèses (modèle économique sociétal différent et concurrence entre les petits entrepreneurs). Travail d'élaboration et de synthèse : travailler un schéma pour les études de cas. Projet en collaboration avec les associations et les ONG. Études comparatives entre 3 endroits de Lima (3 cas) qui correspondent à 3 étapes historiques de Lima.

### *Concept et Définition*

Quelques réflexions autour de la notion de pauvreté (voir à ce propos le texte).

### *Synthèse historique*

Le Pérou a une longue expérience de micro entreprises. Il y a beaucoup de travailleurs liés à cette sorte de travail et malgré la crise (décennie 1990), il y a eu des entreprises qui ont eu du succès (10% des entreprises réussissent à s'en sortir).

### *Conclusions ou constatations*

Une étude réalisée à Lima révèle que les immigrants qui créent des entreprises s'insèrent dans un processus et dans un contexte qui est déjà créé : ils travaillent dans les cercles de famille venus avant eux. Donc le lieu d'origine et le lieu d'arrivée ont une relation dynamique au point de vue économique. Le groupe est déjà formé par la tradition.

Malgré les siècles d'exclusion à laquelle ils ont été soumis et en dépit de la fragilité de leur situation économique, au moins une partie des paysans émigrants des Andes se sont transformés au fil du temps en entrepreneurs populaires et ne doivent pas être considérés comme pauvres tenant compte : a) que leur arrivée fait partie d'une stratégie collective plus ou moins organisée, b) qu'ils ont une capacité d'autonomie, d'indépendance et d'initiative; etc.) qu'ils ont d'importantes qualités d'entrepreneurs.

## **ÉTAT DES LIEUX DES INITIATIVES POPULAIRES DE CRÉATION DE RICHESSES EN AFRIQUE DE L'OUEST**

### ***Le Mali présenté par Cheibane Coulibaly***

#### *Contexte*

Aujourd'hui, le Mali a fait de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale une priorité. Dans ce cadre, le gouvernement a élaboré et adopté un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. Pour la mise en œuvre de ce cadre stratégique, un fonds de Solidarité nationale a été créé en 2001 qui finance les projets de luttés contre la pauvreté au Mali.

Au Mali, le village n'est pas pris en compte dans l'État. Le gouvernement créait plutôt récemment 680 nouvelles communes. L'État décentralise mais freine les pouvoirs locaux. Il opte plutôt pour une centralisation multipliée. Le gouvernement malien a opté pour le libéralisme, un choix politique imposé. Il y a également un problème de représentativité. Malgré tout, le secteur associatif est en plein développement.

Il y a trois pressions très fortes au Mali :

1. Grande pauvreté
2. Dépendance à l'égard de la France et des institutions de Bretton Wood. Empêche de faire des choix.
3. Peur de perdre le contrôle au niveau national.

*Interrogations :*

1. Comment faire pour que les programmes à la base ne soient pas écrasés par les politiques ci-haut mentionnés?
2. Quels secteurs privilégiés assurent des revenus?
3. Quels types de mécanismes pour assurer une meilleure équité?

*Équipe*

4 professeurs et des étudiants de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycle

*Cadre opératoire et avancement de la recherche*

Lorsqu'est arrivée la proposition de participer au programme de recherche CRCP, il existait déjà un programme similaire au Mali qui visait à répondre aux questions suivantes : Comment assurer un véritable développement local qui permette la survie des communautés ? Comment articuler les problèmes locaux avec ceux du niveau national? Comment rassembler les conditions de durabilité?

Ce projet de recherche est constitué de quatre équipes avec des thèmes différents:

1. Socio-économique et politique. Aspects institutionnels (comment peut-on faire pour que ce ne soit plus un frein?)
2. Technique de production et de transformations
3. Technologie
4. Intègre les communautés de base dans la richesse. Centre supérieur d'alphabétisation.

Le projet de recherche CRCP sera l'occasion de regarder d'autres formes d'initiatives.

***Le Burkina Faso présenté par Jean-Baptiste Zett***

*Contexte*

Avant la crise de 1970 à 1973 au Burkina Faso, plusieurs nouvelles initiatives ont été créées avec une grande présence de l'État (promotion et création). Par la suite, il y eut un désengagement de l'État et un recul de la forme coopérative. Récemment, il y a eu une émergence de nouvelles formes d'initiatives qui tiennent compte des migrants de l'extérieur. Il y a un lobbying pour changer les conditions et faire changer les choses.

*Interrogations*

- L'État n'étant plus un acteur clé, quelles sont les initiatives qui pourraient prendre en charge l'économie sociale? Et comment impliquer davantage les entreprises d'économie sociale dans la prise en charge de la pauvreté?

### *Contraintes*

- La Société civile doit être consultée. Mais qui est la société civile?
- Catégorisation sociale clé par qui on doit passer (femmes, jeunes). Mais il n'y a pas de représentativité de ces catégories. Créer une représentation de ces catégories de population.
- Enjeux du cadre stratégique contre la pauvreté.

### *Constats*

- La création de richesses dépend de la qualité de l'association.
- Les initiatives les plus porteuses sont souvent celles qui n'ont pas été appuyées.

### *Cadre opératoire et avancement de la recherche*

Il y a déjà un groupe de recherche sur l'économie et les institutions. Un observatoire lié aux données sur les coopératives et les regroupements villageois a été créé: 640 unités ont été observées dans la ville de Bobo-Dioulasso.

Débat entre économie sociale et économie populaire.

## ***Le Sénégal présenté par Abdou Salam Fall***

### *Contexte*

Avant l'indépendance, le système de clientélisme était assez fort au Sénégal.

De 1960 à 1970 : État post-colonial (bureaucratie sénégalaise).

De 1970 à 1980 : l'agriculture est en crise. Le rural transfère ses problèmes en milieu urbain. Le commerce informel se développe.

De 1980 à 1990 : l'ajustement structurel vient déstructurer le tissu économique. La classe moyenne a basculé dans la précarité. Seule l'économie informelle est un rempart de survie. Ce sont 80% emplois qui sont dans le secteur informel qui est d'abord, un enjeu de survie et ensuite une création de richesses.

De 1990 à 2000 : Réajustement de la crise. Mais les logiques d'institutionnalisation n'ont pas réussi à sortir les gens de la précarité.

Au Sénégal, il y a un décalage structurel. L'économie populaire est prédominante mais elle est exclue du système.

### *Équipe*

Plusieurs professeurs et étudiants (IFAN)

### *Cadre opératoire et avancement de la recherche*

Un travail d'histoire sur l'expérience sénégalaise est réalisé ainsi qu'une monographie nationale en collaboration avec 3 universités.

5 axes de recherche:

1. Les micro et petites entreprises de transformation de céréales locales
2. Les systèmes financiers décentralisés
3. Le transport urbain et interurbain
4. Le commerce du luxe et du beau (ameublement)
5. L'itinéraire des riches

*Expérience d'ACAPÈS (association communautaire d'appui à la promotion éducative et sociale)*

ACAPÈS est une ONG sénégalaise qui lutte contre les inégalités sociales. La population est actrice de son propre développement. Plusieurs expériences ont été mises en place :

Coopérative intégrée de la production dont les objectifs sont de produire des biens à bas prix et de créer des bénéfices réorientés en fonction du choix des populations. Un Fonds a également été créé servant à la commercialisation de ces produits.

Plusieurs autres expériences en place: tables populaires, petits commerces gérés par les femmes, chaîne de distribution en ville, comptoirs d'échange en milieu rural.

**ÉTAT DES LIEUX DES INITIATIVES POPULAIRES DE CRÉATION DE RICHESSES AU NORD,  
PARTICULIÈREMENT DANS LEUR COOPÉRATION AVEC LES PAYS DU SUD.**

*L'Expérience européenne de coopération internationale Nord-Sud présenté par Patrick Develtere*

*Constats*

1. Un nouveau paradigme s'est imposé (Banque mondiale, ONG, etc.) qui ne met pas l'accent sur le gouvernement national mais sur la gouvernance nationale qui est multidimensionnelle. Ce sont plusieurs acteurs en même temps qui se concertent sur les affaires publiques (ex. : accord de Cotonou).
2. Le Gouvernement est remplacé par des acteurs d'économie privée et d'économie sociale.
3. Tous dans la même ambiance dans un développement commun (pas d'antagonisme, pas d'opposition).
4. On parle de réduire la pauvreté et non de l'enrayer.
5. Coopération décentralisée : tout acteur doit être impliqué au niveau international (municipalité, école, etc.).

*Conséquences*

1. Lobbying dans les pays : les gouvernements vont vers une gouvernance nationale imbriquée dans l'internationalisation (pas de marge de manœuvre).
2. Multiplicateur d'acteurs sociaux. Des agences de développement liées au développement au nom d'autres acteurs sont arrivées : municipalités, acteurs du Nord, ONG nouvelles. Tous et chacun réinventent le modèle.
3. L'économie sociale est devenue un instrument pour arriver aux pauvres. (ex. : institutions de micro-finance) et un véhicule pour des bailleurs.

### *Opportunités*

1. Promotion accrue des coopératives au Nord et au Sud. Appels pour revitaliser le secteur coopératif tant au Nord qu'au Sud.
2. Bailleurs de fonds qui revoient leur façon de faire. Promouvoir le mutualisme en Afrique de l'ouest (BIT - coopération française). Avec de nouveaux modèles qui n'ont pas de transfert technologique mais un système pour que le Sud acquiert de la technologie.
3. Alter-mondialisation est en train de se structurer, de s'imposer. Elle va jouer un grand rôle dans le mouvement d'économie sociale (pilier économique du mouvement). Toutes sortes de nouvelles initiatives naissent (commerce équitable, agence de presse, etc.).

Au Mali la coopération décentralisée a été déterminante dans certaines activités (développement local et expériences démocratiques). Toutefois, il y a un problème majeur, celui de la péréquation et de la chance d'être choisi pour participer à ce projet. Ce qui pose le problème d'équité.

### *Quelques mots sur le cas de la France présenté par Odile Castel*

Les acteurs d'économie sociale et solidaire ont perdu leurs ambitions. Dans les années 1970 et 1980, lorsqu'ils ont voulu résoudre le problème de la pauvreté, ils se sont fait instrumentaliser (utiliser filet de sécurité et paix sociale). Maintenant, il y a une repolitisation qui n'est pas du tout la même que dans les années 1960. Il y a une réinscription des acteurs collectifs et une reconstruction autour d'un projet commun (effet d'accélération).

### *L'expérience du Québec présenté par Louis Favreau et Gérald Larose<sup>6</sup>*

#### *Dans quelle mesure le Nord est impliqué au Sud?*

Au Québec, l'économie sociale est en effervescence. Les avancées se font à une vitesse surprenante (vitesse grand V) mais les initiatives sont éclatées au plan du réseautage.

Des OCI du Québec et du Canada sont actives dans le soutien au commerce équitable, les ressourceries (environnementale, recyclage) ont des contacts internationaux, les entreprises d'insertion aussi. Au niveau du financement de projets au Sud : le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ), la Caisse des travailleuses et travailleurs du Québec, Développement international Desjardins, etc.

Dans le mouvement québécois de l'économie sociale et solidaire, il y a de nouvelles pratiques partenariales entre acteurs – chercheurs – mouvements sociaux – pouvoirs publics. Ces pratiques sont également présentes à l'intérieur de structures comme l'ARUC (gérée par des acteurs et des chercheurs) qui a des vis à vis dans plusieurs pays. Des mouvements sociaux assurent le développement international (syndicats, mouvement des femmes, mvt. écologique, organisations de coopération internationale). Il y a un rapprochement des ONG avec les acteurs de l'économie sociale au Québec.

Le GESQ, le dernier né, est le lieu où commence à s'articuler l'interface des secteurs pour porter le mouvement de l'économie sociale et solidaire au plan international.

---

<sup>6</sup> Sur la base du cahier de la CRDC intitulé Économie sociale et développement local au Québec (1990-2000): innovation et institutionnalisation des initiatives locales de création de richesses.



### *Défis et tensions*

1. Promotion alternative ou plurielle : dans la mesure où cette économie devient plurielle, elle est alternative.
2. L'économie est le résultat de quoi? Elle est portée par un ensemble d'intervenants.
3. Légitimité de la reconnaissance. Intervient pour changer les réalités.
4. Passer du micro au macro : responsabilité collective de donner à ses initiatives une valeur (perspective visant le micro).
5. Maintenir la tension du bas vers le haut et inversement. BM et FMI : impose des "patterns". Défi d'autonomiser le développement de l'économie sociale et solidaire. Retombées profitent aux gens qui portent les projets (couches populaires, pauvres, etc.).

### ***Exemple d'une multinationale française pas comme les autres présenté par A. Mohand***

Le cas de la cimenterie LaFarge au Maroc (initiative qui pourrait s'intégrer dans ce programme de recherche).

Les grandes entreprises assument des responsabilités sociales comme l'illustre le cas de la cimenterie Lafarge au Maroc. Au bout de 50 ans d'existence, l'usine ferme ses portes. Une autre usine est construite mais dont les besoins sont 4 fois inférieur à avant. La multinationale s'est engagée à aider les employés qui ont perdu leurs emplois en finançant leurs projets d'entreprises ou celui de leur famille à 80%. Cette expérience de redéveloppement local a créé plusieurs nouveaux emplois. Les gens sont plus heureux et ont des revenus supérieurs.

**SCHÉMA DIRECTEUR POUR LA PRÉPARATION DES CONTRIBUTIONS À  
L'OCCASION DU SÉMINAIRE DE DEUX JOURS TENUS  
EN SEPTEMBRE 2003 AU QUÉBEC (CANADA)**

**1. PARTIE DESCRIPTIVE**

- A. Bref cadrage historique: l'évolution du marché du travail (montée du secteur informel, augmentation du chômage...) et évolution des politiques publiques (ou des institutions internationales présentes localement) en matière d'emploi ; et l'évolution de la place et du rôle des initiatives économiques populaires en général dans le contexte socio-économique national.**

Indications:

- Se limiter à 3 à 5 pages maximum en soulignant ce qui est spécifique au pays ;
- Ne pas passer en revue toutes les politiques publiques mais plutôt évoquer l'évolution de l'État sous l'angle des politiques de lutte pour l'emploi;
- Donner assez tôt une idée de la place et du rôle de l'ensemble du monde de l'économie populaire, sociale et solidaire dans ces évolutions, en tant que pôle socio-économique distinct des entreprises privées et publiques.

- B. Typologies des différentes formes d'initiatives économiques populaires qui se sont développées surtout dans la dernière décennie dans votre pays (1990-2002)**

Indications:

- Bien mettre en évidence les différentes formes d'initiatives, en particulier en ce qui concerne le rôle des différents acteurs dans les dynamiques "entrepreneuriale" et "territoriale";
- Ajouter en annexe trois fiches de 2 à 3 pages décrivant chacune une expérience que vous êtes en train d'étudier, en veillant à ce que les exemples choisis soient le plus possible représentatifs des principales formes d'initiatives de la dernière décennie surtout.

## **2. PARTIE “ANALYSE DES EFFETS STRUCTURANTS” OU, PLUS LARGEMENT, DE LA CONTRIBUTION DE CES INITIATIVES**

### **A. Les résultats atteints par les expériences (emplois créés, qualité et impact de ces initiatives dans la communauté, etc.), leurs atouts ainsi que leurs limites.**

Quelques questions à explorer parmi d'autres:

- Dans quelle mesure ces expériences permettent-elles de structurer un véritable réseau d'organisations et d'entreprises susceptibles de développer durablement les communautés dans lesquelles elles sont engagées?
- Dans quelle mesure les mouvements sociaux locaux et les autorités locales jouent-ils un rôle?
- Quels sont les profils des entrepreneurs dans ces initiatives?

### **B. Les politiques publiques (nationales ou internationales) vis-à-vis de ces expériences: les différentes formes de soutien ou d'absence de soutien et leur évolution, la présence ou non des pouvoirs publics de différents niveaux, les effets positifs et négatifs de ces interventions publiques, (effets structurants ou déstructurants, mobilisateurs du milieu ou contraignants)...**

Quelques questions à explorer parmi d'autres:

Dans quelle mesure l'action publique (nationale ou internationale) parvient-elle à soutenir les initiatives en respectant leurs dynamiques propres et leurs besoins d'autonomie? De quel type de relations s'agit-il: relations contractuelles, relations strictement administratives, relations visant la récupération politique, etc.?

- Dans quelle mesure les interventions publiques de différents niveaux (international, national, régional, local,...) s'avèrent-elles complémentaires et intégrées ou au contraire seulement superposées voire parfois contradictoires? Quel niveau apparaît le plus pertinent ou le plus efficace?

- Dans quelle mesure y a-t-il intégration ou au contraire séparation des politiques sociales et des politiques d'emploi?
- Dans quelle mesure les statuts juridiques offerts aux initiatives sont-ils appropriés pour ces initiatives?

**C. Les conditions de réussite ou de développement des expériences économiques populaires**

Indications:

- Une attention toute particulière doit être accordée à cette question des “conditions de réussite” ou de développement. Ce thème devrait assurer une bonne liaison avec les conclusions (analyse prospective);
- Les “conditions de réussite” ou de développement ne signifient pas une énumération de mesures souhaitables ou des recommandations plus ou moins difficiles à réaliser. Il importe plutôt de dégager les leçons à tirer des réussites ou des développements déjà constatées et regrouper les “ingrédients” de ce qui est de l'ordre du “possible” et non simplement du “souhaitable”;
- Une question à se poser parmi d'autres: dans quelle mesure le partenariat avec d'autres organisations (pouvoirs publics locaux, autres associations, églises, syndicats,...) existe-t-il ou est-il en voie de devenir nécessaire? S'agit-il d'alliances temporaires ou de partenariats dans la durée?

### **3. CONCLUSIONS - ANALYSE PROSPECTIVE**

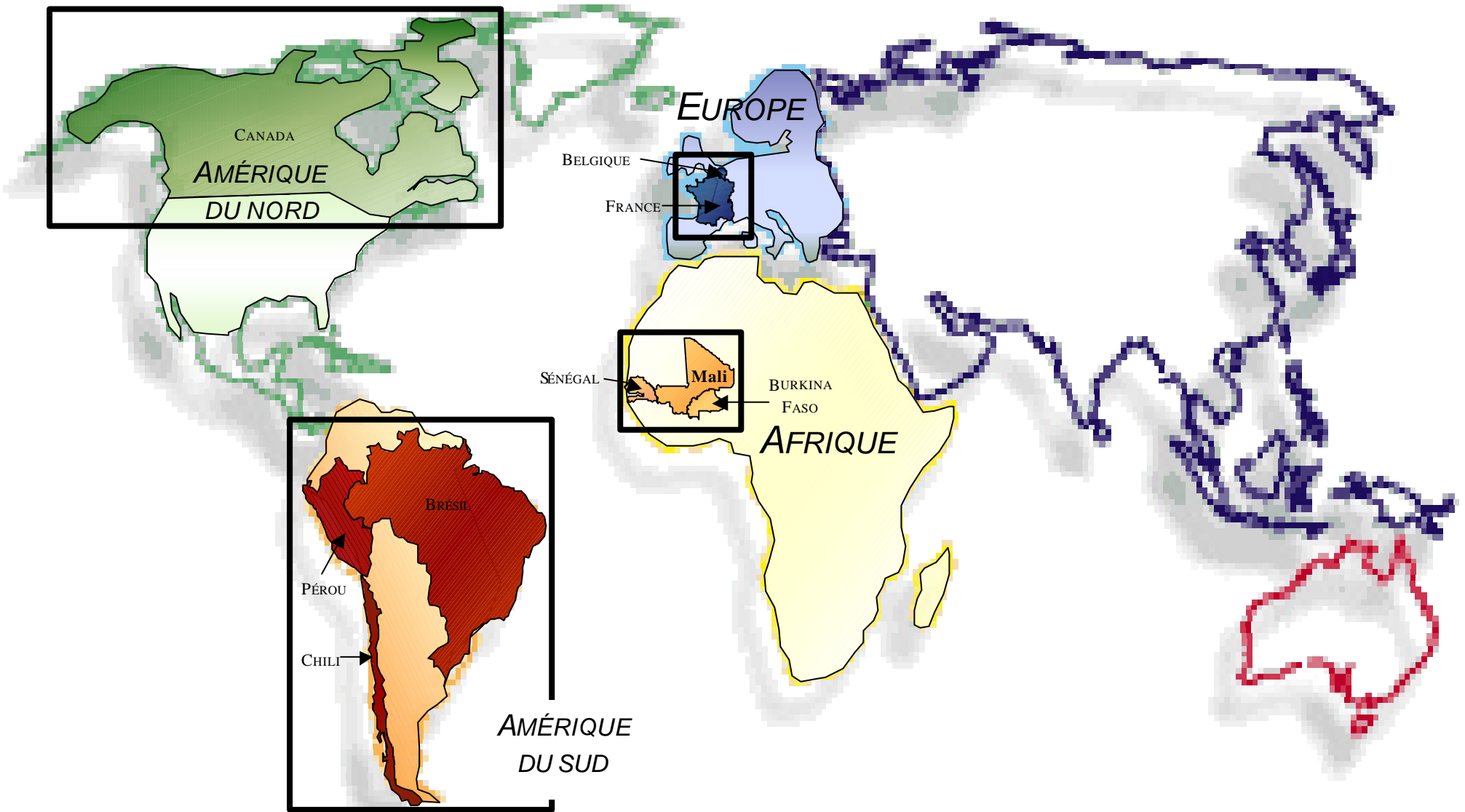
**Question centrale:** Quelles sont les conditions d'un dépassement du stade de l'expérimentation?

Questions sous-jacentes:

- Dans quelle mesure les pratiques économiques populaires interpellent-elles et sont-elles appuyées par les grands acteurs institutionnels nationaux présents localement (Églises, syndicats, grandes entreprises d'économie sociale,...)?
- Quelles sont ces conditions en ce qui concerne le soutien des pouvoirs publics et/ou des institutions internationales?

**PROGRAMME DE CRÉATION DE RICHESSES EN CONTEXTE DE PRÉCARITÉ  
(FALL/IFAN ET FAVREAU/CRDC). Janvier 2003.**

## LOCALISATION DES PAYS



CARTE DES PAYS

BURKINA FASO



MALI



SÉNÉGAL



BELGIQUE



BRÉSIL



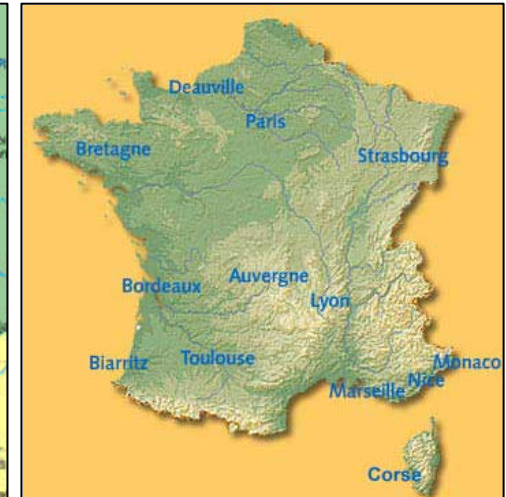
CHILI



PÉROU



FRANCE



QUELQUES STATISTIQUES

Pays	Population (2003)	Dictature et/ou régime autoritaire	Démocratie aujourd'hui	Taux de pop. urbaine	Espérance de vie (2000)	PIB par hab. (2000)	Rang IDH
Burkina Faso	11 856 000		Présidentiel	19%	46,7	976	169
Mali	11 677 000	1960-1968 et 1968-1991	Présidentiel	30%	51,5	797	164
Sénégal	9 662 000	--	Présidentiel multipartite	47%	53,3	1510	154

Pays	Population (2003)	Dictature et/ou régime autoritaire	Démocratie aujourd'hui	Taux de pop. urbaine	Espérance de vie (2000)	PIB par hab. (2000)	Rang IDH
Brésil	172 559 000	1964 ? 1985	Démocratie présidentielle	81%	67,7	7 625	73
Chili	15 402 000	1973-1990	Démocratie "restreinte" présidentielle	86%	75,3	9 417	38
Portugal	26 093 000	1968-1980	Démocratie présidentielle	73%	68,8	4 799	82

Pays	Population (2003)	Dictature et/ou régime autoritaire	Démocratie aujourd'hui	Taux de pop. urbaine	Espérance de vie (2000)	PIB par hab. (2000)	Rang IDH
Belgique	10 264 000		Parlementaire	97,2%	78,4	27 178	4
France	59 453 000		Dém. Parlementaire combinée ? un pouvoir présidentiel	75,6%	78,6	24 223	12
Canada	31 153 000		Dém. Parlementaire	77%	78,8	27 840	3

L'indicateur du développement humain (IDH) est la mesure représentant trois éléments du développement humain, soit la longévité (espérance de vie à la naissance), le savoir (alphabétisation des adultes et niveau moyen d'instruction) et le revenu.



**Quelques statistiques sur les travailleurs dans l'économie informelle** Amérique latine: le secteur informel urbain est passé de 52% en 1990 à environ 57% en 1996, cette croissance allant de pair avec un déclin correspondant dans le secteur formel.

- Différence d'un pays à l'autre: Au Chili, la taille du secteur informel urbain n'a guère évolué entre 1990 et 1997. Au Brésil et au Pérou, le secteur informel urbain tendait à s'accroître. Au Brésil, un peu moins de 60% des individus en âge de travailler (de 15 à 65 ans) sont actifs dans le secteur informel.
- Au Burkina Faso, au Sénégal et au Mali entre 70% et 80% des individus en âge de travailler sont actifs dans le secteur informel.
- A l'échelle mondiale, environ la moitié des travailleurs sont occupés dans l'économie informelle.

*Source: Organisation internationale du travail*

#### **QUELQUES RÉFÉRENCES LIÉES À LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE QUÉBEC 2001**

Favreau, L., R. Lachapelle et G. Larose (2003). *Économie sociale et solidaire, une perspective Nord-Sud. Économie et Solidarités*, revue du CIRIEC-Canada, Hors série 2003. Numéro spécial (hors série) contenant les textes intégraux des communications de la Deuxième rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité tenue à Québec en octobre 2001.

Groupe d'économie solidaire du Québec (2003). *L'économie sociale et solidaire: une perspective Nord-Sud*. Deuxième rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité tenue du 9 au 12 octobre 2001 à Québec. Synthèse et conclusion, GESQ, Québec Canada, Document réalisé par le GESQ sous la direction de L. Favreau, R. Lachapelle et J.-F. Lemay, 47 pages.

*La economía social y solidaria : una perspectiva norte-sur*. Segundo Encuentro Internacional sobre Globalización de la Solidaridad. Celebrado del 9 al 12 de octubre de 2001 en Quebec. Síntesis y conclusiones. Quebec – Canadá 2003.

*A economia social e solidària : uma perspectiva norte-sul*. Segundo Encontro Internacional sobre a Globalização da Solidariedade. Realizado de 9 a 12 de outubro de 2001 em Quebec. Síntese e conclusões. Quebec – Canadá 2003.

*The social/solidarity-based economy: a north-south perspective*. Second International Meeting on the Globalization of Solidarity. October 9 to 12 2001. Quebec City Synthesis and Conclusions. Quebec - Canada 2003.

### Repères bibliographiques

- BARTOLI, H. (1999), *Repenser le développement, en finir avec la pauvreté*. UNESCO/éconómica, Paris.
- CASTEL, O.(2002), *Le Sud dans la mondialisation : quelles alternatives ?*, La Découverte, Paris.
- CORRAGIO, J.-L. (1999), *Politica social y economia del trabajo*, Universidad Nacional de General Sarmiento//Mino y Davila Editores, Buenos Aires/Madrid
- DEFOURNY, J., DEVELTERE, P. et B. FONTENEAU (dir.) (1999). *L'économie sociale au Nord et au Sud*. De Boek Université, Paris/Bruxelles
- DEMOUSTIER, D. (2001), *L'économie sociale et solidaire, s'associer pour entreprendre autrement*. Éd. Syros, Paris.
- DEVELTERE, P. (1998), *Economie sociale et développement: les coopératives, mutuelles et associations dans les pays en développement*, De Boeck Université, Paris/Bruxelles.
- FALL, A.S. et L. FAVREAU (2003), "Création de richesses en contexte de précarité : une comparaison Sud-Sud (Afrique et Amérique latine) et Nord-Sud (Canada, Europe, Afrique et Amérique latine)", *Économie et Solidarités*, PUQ, Sainte-Foy, vol.34, numéro 1, p.168 à 178
- FALL, A. S. et M. DIOUF (2000). "La société civile en Afrique de l'Ouest: configurations et défis", *Économie et Solidarités*, vol. 31, n° 2, Québec, Presses de l'Université du Québec, 82-109.
- FAVREAU, L. et L. FRÉCHETTE (2002), *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*, PUQ, Québec.
- FAVREAU, L., L. FRÉCHETTE, M. BOULIANNE et S. van KEMENADE (2002), *Développement local et économie populaire : l'expérience de Villa el Salvador*. Cahiers de la CRDC, UQO, 140 pages.
- ORTIZ, H. et I.MUNOZ (1998), *Globalizacion de la solidaridad, un reto para todos*, CEP, Lima
- ROUILLÉ d'ORFEUIL H. (2002), *Économie, le réveil des citoyens (les alternatives à la mondialisation libérale)*, Alternatives économiques/Syros, Paris.
- SACHS, I. (1997), *L'écodéveloppement, stratégies pour le XXIe siècle*, Syros, Paris.